

**Union européenne - Conseil "justice
et affaires intérieures" - Déclaration
de M. Gérard Collomb, ministre
d'Etat, ministre de l'intérieur, à
l'issue du conseil justice et affaires
intérieures**

(Bruxelles, 08 mars 2018)

Q - Est-ce que la proposition française de faire des centres pour déterminer à la frontière si les migrants ont droit à la protection ou l'asile et faire repartir au plus vite les gens qui n'ont pas la possibilité de rester a été discutée ?

R - Il faut avoir sur les problèmes d'immigration une politique globale et en particulier une politique de partenariat avec l'Afrique, parce que l'on voit bien aujourd'hui que peuvent venir vers l'Europe quelques centaines de milliers de personnes chaque année venant de ce continent. Il nous faut donc conduire des politiques de développement et de coopération, en particulier avec les pays qui peuvent avoir des positions stratégiques. C'est le cas par exemple du Niger que nous avons évoqué. Aujourd'hui, s'il y a moins de flux migratoires irréguliers qui franchissent le désert nigérien, c'est parce que très largement le Niger mène une politique active de lutte contre ces trafics d'êtres humains. Donc évidemment aujourd'hui le Niger dit : "Nous avons besoin d'une aide de l'Union européenne, et en particulier, nous avons accueilli un certain nombre de réfugiés depuis la Libye que nous avons fait revenir vers nous, donc aidez-nous à les accueillir aussi". Donc nous disons que nous devons coopérer avec ces pays.

Avec le commissaire Avramopoulos, nous irons la semaine prochaine au Niger. Je rencontrerai l'ensemble des ministres de l'intérieur des pays concernés de manière à pouvoir définir ensemble une politique globale.

Q - Sur le PNR, est-ce que la discussion d'aujourd'hui vous rend confiant sur les chances que tous les Etats membres aient mis en place le PNR au 25 mai ? Et est-ce que la France, elle, sera prête au 25 mai ?

R - Ah oui, pour ce qui nous concerne, nous avons à peu près 97% du dispositif qui est mis en place, nous avons des accords avec 85 compagnies, donc les choses pour nous sont prêtes. Nous avons débuté la mise en place du PNR en France avant même qu'il ne soit voté au niveau européen. Nous serons donc prêts. Nous aidons même un certain nombre de pays, qui avaient des difficultés à le mettre en place, à pouvoir progresser et donc faire en sorte que l'on ait un PNR européen à la date prévue./.